



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU SAINT-PÈRE JEAN-PAUL II
AUX PARTICIPANTS À UN CONGRÈS ORGANISÉ PAR LES
COMMISSIONS SOCIALES DES ÉPISCOPATS DE LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE**

Vendredi, 11 octobre 1991

*Chers Frères dans l'Épiscopat,
Chers amis,*

1. En cette année du centenaire de *Rerum Novarum*, que j'ai consacrée à la Doctrine sociale de l'Église, vous vous réunissez au nom des Commissions sociales des Évêchés des pays de la Communauté économique européenne. Vos réflexions communes portent sur le thème: «Économie de marché et solidarité en Europe dans la perspective de 1993».

Ce thème est d'actualité, car beaucoup de barrières économiques, et même politiques, doivent tomber le 1 janvier 1993 entre les pays de la Communauté; cela constituera une première ébauche de l'Europe unie, dont les conséquences sociales et humaines seront considérables.

2. Il est vrai que l'organisation progressive de cette union européenne partielle n'a pu tenir compte des changements décisifs survenus au cours de ces dernières années, sur le plan même des réalités sociales et politiques. On en était resté à une Europe qui semblait divisée durablement. On se trouve maintenant face à un continent où, au moins en principe, les barrières ont cédé.

En tant que pasteurs responsables des questions sociales dans vos pays, vous avez voulu étudier avec des spécialistes la problématique créée par cette situation nouvelle, en vous inspirant de la récente encyclique *Centesimus Annus*. Vous vous proposez de réfléchir aux rapports et à l'interaction entre l'économie de marché et la solidarité.

3. Après la chute du marxisme et du «socialisme réel», l'économie centrée sur la liberté du marché a été présentée comme la panacée pour tous les maux dont ont souffert les pays

d'Europe Centrale et Orientale. Dans *Centesimus Annus*, j'ai certes souligné l'importance et la valeur de la libre initiative dans le domaine économique: «Il semble que, à l'intérieur de chaque pays, comme dans les rapports internationaux, le marché libre soit l'instrument le plus approprié pour répartir les ressources et répondre efficacement aux besoins»[1]. Mais je tenais à en signaler aussitôt les limites: «Il y a de nombreux besoins humains qui ne peuvent être satisfaits par le marché»[2]. En effet, combien d'êtres humains restent privés de la possibilité d'entrer dans un «système d'entreprise», d'avoir un emploi stable ou d'acquérir une formation professionnelle!

4. Vous êtes conscients de ce que le problème de fond est d'ordre humain. Si la liberté économique doit être appréciée et défendue, c'est dans la mesure où elle est une «dimension particulière» de la «liberté humaine intégrale»[3]. La dimension humaine de la vie sociale est affectée par le système économique et politique, car celui-ci influe sur les conditions de vie des personnes, au-delà du cadre de leur travail productif. Et cela n'est pas sans rapport avec la destinée authentique de l'homme, la vérité de l'homme dans sa dimension culturelle et religieuse.

Au cours des dernières décennies, tout cela n'a guère été respecté au Centre et à l'Est de l'Europe, comme malheureusement en bien d'autres régions du monde. Mais on est en droit de se demander, précisément à l'approche de 1993, si l'Ouest a lui-même pleinement respecté ces mêmes valeurs humaines, s'il ne connaît pas de son côté, avec un appauvrissement des valeurs, d'autres formes d'exploitation et d'aliénation. «Une société est aliénée quand, dans les formes de son organisation sociale, de la production et de la consommation, elle rend plus difficile» le don de soi que l'homme est appelé à faire «et la constitution de [la] solidarité entre les hommes»[4].

5. A ce point de vue, une rencontre comme la vôtre est une excellente occasion de faire un examen de conscience et d'appeler les personnes responsables à s'y soumettre. Il faut s'interroger sur ce que les peuples de l'Ouest de l'Europe, notamment dans la Communauté économique européenne, sont invités à donner à eux-mêmes dans la nouvelle étape du 1 janvier 1993. Et il faut aussi se demander, de manière grave et urgente, ce qu'ils sont en train de donner à leurs frères et sœurs de l'autre partie du Continent désormais plus proches. Quelle est la portée, quel est le sens de leur solidarité? Quels sont leurs projets?

Tous ces peuples, dans l'une et l'autre partie de l'Europe, ont besoin d'une organisation politique et économique qui suive les lignes directrices de la démocratie et de ce que j'ai décrit comme «une société du travail libre, de l'entreprise et de la participation»[5]. Nécessaire dans les pays récemment libérés du communisme, une telle organisation ne demeure-t-elle pas un idéal à poursuivre même à l'intérieur des frontières de la Communauté économique?

6. Si l'on met l'accent actuellement sur la solidarité en Europe avec le Centre et l'Est du continent, ce qui est un «devoir de conscience», il ne faudrait pas non plus ignorer l'appel à la même solidarité que nous lançent nos frères et nos sœurs démunis et souvent marginalisés à l'intérieur des frontières des pays prospères et saturés de l'Ouest: ce que l'on a été obligé de nommer le

«Quart Monde».

D'autre part, il faut le redire ici encore, de nombreux peuples de la partie du globe désignée conventionnellement comme le «Sud» connaissent une véritable détresse. L'Europe ne peut, en conscience, arrêter l'élan de solidarité aux limites de ses propres terres. Il y a assurément des urgences, certaines priorités légitimes, mais elles sont à déterminer en tenant compte de ce que nous avons appelé l'«option préférentielle pour les pauvres», «une forme spéciale de priorité dans la pratique de la charité chrétienne»[6]. Il est une unité essentielle de la famille humaine qui doit se traduire par une attitude fraternelle, quelles que soient les distances. Il est aussi des devoirs qui résultent de l'histoire des derniers siècles auxquels les Européens ne peuvent se dérober.

7. Votre réflexion commune sur le rôle de toutes les forces sociales en ce temps de grandes mutations dans le continent européen peut constituer un apport notable à la préparation de l'Assemblée spéciale du Synode des Évêques qui aura lieu dans quelques semaines: je vous en suis reconnaissant.

Elle pourra surtout, par l'action des Commissions sociales ici représentées et par leur collaboration, continuer à former des hommes et des femmes qui sachent répondre à ce qu'attend l'Europe, au présent carrefour de son histoire, des chrétiens fidèles à leur vocation à la fois terrestre et transcendante, des chrétiens appelés à la construction du Royaume de Dieu au milieu des réalités quotidiennes dont ils sont responsables.

Je confie ces intentions au Seigneur, Maître de l'Histoire, par l'intercession des saints patrons de l'Europe. Et, de tout cœur, je vous donne ma Bénédiction Apostolique.

[1] N.34.

[2] *Ibid.*

[3] Cf. *ibid.*, n.42.

[4] *Ibid.*, n. 41.

[5] *Ibid.*, n. 35.

[6] *Sollicitudo rei socialis*, n.42.

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana